

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES ET NOTES ANNEXES

Sommaire

1

Comptes consolidés.....3

2

**Notes annexes aux comptes
consolidés.....9**



COMPTES CONSOLIDES

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

■ Actif consolidé

■ Passif consolidé

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Jun 2020	Jun 2019
Chiffre d'affaires opérationnel	4.1	675	748
Autres rev enus	4.1	21	29
Revenu total	4.1	696	777
Charges d'exploitation	4.2	(441)	(467)
Amortissements et dépréciations	5.5	(63)	(61)
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits	4.1	192	249
Résultat des sociétés mises en équivalence	5.4	6	6
Autres charges et produits	10.1	(13)	(12)
Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence		185	243
Résultat financier	6.1	(15)	(14)
Résultat avant impôts		170	229
Impôts	7	(57)	(69)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		113	160
Résultat net part du Groupe		100	146
Résultat net part des intérêts ne conférant pas le contrôle		13	14
<hr/>			
Résultat net part du Groupe par action (en euros)	8	0,41	0,61
Résultat net dilué par action (en euros)	8	0,41	0,60

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Jun 2020	Jun 2019
Résultat net de l'ensemble consolidé		113	160
Autres éléments du résultat global			
Ecart de conversion		(244)	21
Variation des instruments financiers & actifs évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		11	18
Impôts sur les éléments recyclables en résultat		(3)	(6)
Eléments recyclables en résultat		(236)	33
Ecart actuariel sur les obligations au titre des prestations définies		1	(1)
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat		-	-
Eléments non recyclables en résultat		1	(1)
TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		(235)	32
RESULTAT GLOBAL TOTAL		(122)	192
Résultat global total part du Groupe	1.5	(113)	178
Résultat global total part des Intérêts ne conférant pas le contrôle	1.5	(9)	14

1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Jun 2020	Décembre 2019
Goodwill	5.1	1 495	1 604
Immobilisations incorporelles	5.2	661	706
Immobilisations corporelles	5.3	151	169
Participation dans les sociétés mises en équivalence	5.4	64	69
Actifs financiers non courants	6.2	76	75
Actifs d'impôts différés		112	94
TOTAL ACTIF NON COURANT		2 559	2 717
Clients	4.3	1 674	2 073
Stocks et autres tiers actif	4.3	400	359
Fonds réservés	4.4	2 295	1 864
Actifs financiers courants	6.2 / 6.5	192	136
Autres placements de trésorerie	6.3 / 6.5	1 004	733
Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.3 / 6.5	1 135	1 004
TOTAL ACTIF COURANT		6 700	6 169
TOTAL ACTIF		9 259	8 886

Passif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2020	Décembre 2019
Capital		493	486
Primes liées au capital		949	880
Réserv es consolidées groupe		(2 098)	(2 120)
Différence de conv ersion		(613)	(391)
Titres d'auto-contrôle		(28)	(48)
Capitaux propres part du Groupe		(1 297)	(1 193)
Intérêts ne conférant pas le contrôle		90	150
Capitaux propres		(1 207)	(1 043)
Dettes financières non courantes	6.4 / 6.5	2 931	2 421
Autres passifs financiers non courants	6.4 / 6.5	130	139
Prov isions à caractère non courant	10.2	38	43
Passifs d'impôts différés		171	174
TOTAL PASSIF NON COURANT		3 270	2 777
Dettes financières courantes	6.4 / 6.5	716	426
Autres passifs financiers courants	6.4 / 6.5	55	177
Prov isions à caractère courant	10.2	13	22
Fonds à rembourser	4.3	4 935	5 161
Fournisseurs	4.3	217	261
Dettes d'impôts courants	4.3	27	33
Autres tiers passif	4.3	1 233	1 072
TOTAL PASSIF COURANT		7 196	7 152
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		9 259	8 886

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2020	Jun 2019
+ Résultat net part du Groupe		100	146
+ Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		13	14
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	5.4	(6)	(6)
- Amortissements et variation des provisions d'exploitation		65	67
- Charges liées au paiement en actions		7	8
- Impact non cash des autres charges et produits		12	(8)
- Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt		(7)	6
+ Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	5.4	11	9
= Marge brute d'autofinancement		195	236
- (Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs		-	1
- Autres charges et produits (y compris frais de restructuration)		12	27
= Marge Brute d'Autofinancement avant autres charges et produits (FFO)		207	264
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	4.4	448	(108)
+ Diminution (Augmentation) des Fonds réservés	4.5	(489)	(132)
= Flux de trésorerie des activités opérationnelles		166	24
+ Autres charges et produits (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés		(13)	(27)
= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les autres charges et produits (A)		153	(3)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(53)	(37)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		(3)	(14)
- Décaissements liés à des acquisitions nettes de la trésorerie acquise		(102)	(721)
+ Encaissements / Décaissements liés à des cessions d'actifs		-	(7)
= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)		(158)	(779)
+ Augmentation de capital		1	4
- Dividendes payés ⁽¹⁾	3.2	(66)	(80)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle		(28)	-
+ Augmentation des dettes financières long terme		601	104
- Diminution des dettes financières long terme		(1)	(17)
+ Variation des dettes financières courantes		(316)	225
= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)		191	236
- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)		(79)	(4)
= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	6.5	107	(550)
+ Trésorerie ouverture		952	1 316
- Trésorerie clôture		1 059	766
= VARIATION DE TRESORERIE	6.5	107	(550)

(1) Dont (60) millions d'euros de dividende en numéraire versés aux actionnaires du Groupe, d'un montant de 0.70 euro par action, et (6) millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2020	Jun 2019
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.3	1 135	843
- Banques créditrices	6.5	(76)	(77)
= TRESORERIE NETTE		1 059	766

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Titres d'auto contrôle	Réserves consolidées Groupe (2)	Réserves liées aux avantages au personnel	Réserves de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Différence de conversion (1)	Résultat de la période	Capitaux propres Groupe	Total Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
31 Décembre 2018	479	770	(22)	(2 743)	111	17	(3)	(424)	254	(1 561)	110	(1 451)
Affectation du résultat 2018	-	-	-	254	-	-	-	-	(254)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
- annulation d'actions auto-détenues	-	(23)	-	-	-	-	-	-	-	(23)	-	(23)
- levée d'option	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
- distribution de dividendes en actions	8	136	-	-	-	-	-	-	-	144	-	144
Dividende distribué	-	-	-	(206)	-	-	-	-	-	(206)	(18)	(224)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	8	-	-	-	-	8	-	8
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	21	-	-	-	-	-	-	21	-	21
Autres ⁽⁵⁾	-	-	-	(11)	-	-	-	-	-	(11)	-	(11)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	12	(1)	21	-	32	1	33
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	146	146	14	160
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	12	(1)	21	146	178	14	192
30 Juin 2019	487	885	(1)	(2 706)	119	29	(4)	(403)	146	(1 448)	110	(1 338)
31 Décembre 2019	486	880	(48)	(2 579)	127	29	(9)	(391)	312	(1 193)	150	(1 043)
Affectation du résultat 2019	-	-	-	312	-	-	-	-	(312)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
- annulation d'actions auto-détenues	-	(34)	-	-	-	-	-	-	-	(34)	-	(34)
- levée d'option	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
- distribution de dividendes en actions	7	102	-	-	-	-	-	-	-	109	-	109
Dividende distribué ⁽³⁾	-	-	-	(170)	-	-	-	-	-	(170)	(6)	(176)
Variations de périmètre ⁽⁴⁾	-	-	-	74	-	-	-	(1)	-	73	(51)	22
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	7	-	-	-	-	7	-	7
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	20	(13)	-	-	-	-	-	7	-	7
Autres ⁽⁵⁾	-	-	-	16	-	-	-	-	-	16	4	20
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	7	1	(221)	-	(213)	(22)	(235)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	100	100	13	113
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	7	1	(221)	100	(113)	(9)	(122)
30 Juin 2020	493	949	(28)	(2 360)	134	36	(8)	(613)	100	(1 297)	90	(1 207)

(1) Cf. Note 1.4 – « Monnaie de présentation et monnaies étrangères » avec le détail des principaux taux de change utilisés en 2019 et 2020. Le solde de (613) millions d'euros de réserves de change part du Groupe comprend principalement les réserves liées au BRL pour (379) millions d'euros, le VES pour (130) millions d'euros et le MXN pour (43) millions d'euros.

(2) Le poste inclut l'impact lié aux rachats d'entités Edenred détenues par Accor et comptabilisé en capitaux propres pour (1894) millions d'euros lors de la scission en juin 2010.

(3) Correspond à la distribution de 170 millions d'euros versés aux actionnaires du Groupe (dont 60 millions d'euros en numéraire et 109 millions d'euros en actions - Cf. Note 3.2 – « Paiement du dividende 2019 ») et 6 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires.

(4) Les variations de périmètre concernent principalement l'acquisition des 17% restant d'UTA au 2^{ème} trimestre 2020 - Cf. Note 2 – « Acquisitions, Développements et Cessions ».

(5) Les autres éléments de capitaux propres part du Groupe comprennent principalement l'impact des impôts différés sur la revalorisation des bases fiscales de l'allocation du prix d'acquisition d'UTA - Cf. Note 2 – « Acquisitions, Développements et Cessions ».



NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES INTERMEDIAIRES	11
NOTE 2 : ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS	14
NOTE 3 : FAITS MARQUANTS	14
NOTE 4 : ACTIVITE OPERATIONNELLE	16
NOTE 5 : ACTIFS NON COURANTS	24
NOTE 6 : ELEMENTS FINANCIERS	29
NOTE 7 : IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT	36
NOTE 8 : RESULTAT PAR ACTION	37
NOTE 9 : AVANTAGES SOCIAUX	38
NOTE 10 : AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS.....	39
NOTE 11 : ACTUALITE NORMATIVE	43

PREAMBULE



Ce symbole signale un point normatif IFRS.



Ce symbole signale une définition spécifique au groupe Edenred.



Ce symbole signale qu'un recours à une estimation ou au jugement a été effectué. Lorsque la société a recours à des estimations et hypothèses, elle utilise la méthode présentée en Note 1.5. En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction d'Edenred fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe, et traduisent la réalité économique des transactions.



Ce symbole met en évidence les données chiffrées du Groupe pour l'exercice en cours ainsi que la période comparative.

NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES INTERMEDIAIRES

1.1 . ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés résumés du groupe Edenred au 30 juin 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 juillet 2020.

1.2 . BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES



En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'Edenred au 30 juin 2020 sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2019.

Les principes comptables retenus pour la présentation des comptes consolidés résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2020 et disponibles à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr#overview

Les règles et méthodes comptables utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2019, à l'exception :

- (1) des normes, amendements de normes et interprétations entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2020 (Note 11) ;
- (2) des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires (Note 1.3).

1.3 . PARTICULARITES DE L'ETABLISSEMENT DES COMPTES INTERMEDIAIRES

Impôt sur les sociétés

Pour les comptes consolidés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal. Les éventuels éléments exceptionnels significatifs de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle.

Avantages post-emploi et autres avantages à long terme au personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme au personnel correspond à la moitié de la charge annuelle projetée, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées à la clôture de l'exercice précédent.

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des engagements pour avantages au personnel pour les arrêtés intermédiaires sont modifiées par rapport à celles utilisées lors des clôtures annuelles si des évolutions significatives interviennent sur certains paramètres (conditions de marché, en cas de réductions ou liquidations de régime).

1.4 . MONNAIE DE PRESENTATION ET MONNAIES ETRANGERES



Conformément à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » et pour les besoins de la consolidation, les postes de bilan exprimés dans une monnaie fonctionnelle différente de l'Euro sont convertis en Euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres et seront comptabilisées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel les activités seront cédées ou liquidées.

Code ISO	Monnaie	Pays	2020		2019		2019	
			Taux clôture au 30/06/2020	Taux moyen au 30/06/2020	Taux clôture au 31/12/2019	Taux moyen au 31/12/2019	Taux clôture au 30/06/2019	Taux moyen au 30/06/2019
			1 euro =	1euro =	1 euro =	1euro =	1euro =	1euro =
ARS	Peso	ARGENTINE	78,90	78,90	67,26	67,26	48,34	48,34
BRL	Real	BRESIL	6,11	5,42	4,52	4,41	4,35	4,34
USD	Dollar	ETATS-UNIS	1,12	1,10	1,12	1,12	1,14	1,13
MXN	Peso	MEXIQUE	25,95	23,89	21,22	21,55	21,82	21,65
RON	Leu	ROUMANIE	4,84	4,82	4,78	4,75	4,73	4,74
GBP	Pound	ROYAUME-UNI	0,91	0,87	0,85	0,88	0,90	0,87
SEK	Krona	SUEDE	10,49	10,66	10,45	10,59	10,56	10,52
CZK	Koruna	REPUBLIQUE TCHEQUE	26,74	26,35	25,41	25,67	25,45	25,68
TRY	Lira	TURQUIE	7,68	7,16	6,68	6,36	6,57	6,36
VES	Boliv ar	VENEZUELA	227 750,63	132 166,92	51 471,34	14 759,35	7 463,30	4 392,69

L'impact sur les capitaux propres consolidés part du Groupe de la variation de l'écart de conversion est de (221) millions d'euros entre le 30 juin 2020 et le 31 décembre 2019. Cette variation s'explique principalement par les devises suivantes :

Code ISO	Monnaie	Pays	Juin 2020	Décembre 2019	Variation
BRL	Real	BRESIL	(379)	(210)	(169)
USD	Dollar	ETATS-UNIS	16	14	2
MXN	Peso	MEXIQUE	(43)	(7)	(36)
GBP	Liv re Sterling	UK	(25)	(13)	(12)
Total			(431)	(216)	(215)

Hyperinflation en Argentine

L'Argentine est considérée comme un pays en hyperinflation depuis le 1^{er} juillet 2018. Le Groupe a appliqué la norme IAS 29 – « Information financière dans les économies hyperinflationnistes », depuis la clôture annuelle 2018.

Conformément à cette norme, le groupe a utilisé le taux de conversion du change EUR/ARS de 78,90. Les éléments non monétaires sont ajustés avec l'indice IPC (Indice des Prix à la Consommation) publié par l'INDEC (*National Statistical Institute*).

L'impact de l'ajustement sur les comptes du premier semestre 2020 n'est pas significatif.

1.5 . RECOURS A DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

La préparation des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période ainsi que pour la prise en compte des aléas positifs et négatifs existant à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles.

1.6 . PRISE EN CONSIDERATION DE L'EPIDEMIE DE COVID-19

Dépréciation d'actifs non financiers et financiers courants

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill, les immobilisations incorporelles, corporelles et les immeubles de placement font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur.

Les indices de perte de valeur sont les suivants pour les UGTs du Groupe:

- baisse significative des revenus, résultats opérationnels, flux de trésorerie d'exploitation;
- changement défavorable (observé ou attendu dans un avenir proche) dans les conditions d'utilisation d'un actif (fermetures et arrêts provisoires, sous-activité, perturbation des approvisionnements ou de la production);
- changement défavorable (observé ou attendu dans un avenir proche) dans l'environnement économique général de l'entité ou de l'actif.

Le Groupe a référencé les UGT susceptibles d'être impactées par l'épidémie en cours et des tests de perte de valeur ont été réalisés. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au premier semestre 2020.

Le Groupe a également revu les créances clients et n'a pas constaté de dépréciation complémentaire, du fait du maintien d'un niveau de risque de contrepartie stable par rapport à décembre 2019, à l'exception de quelques défaillances clients constatées depuis le début de la crise.

Impôts différés sur les déficits

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts différés », il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable. Les perspectives de récupération des impôts différés actifs sont revues périodiquement par entité fiscale et peuvent, le cas échéant, conduire à ne plus reconnaître des impôts différés actifs antérieurement constatés.

Le Groupe a réapprécié les perspectives d'utilisation des impôts différés actifs reconnus et aucun impact significatif n'a été constaté.

NOTE 2 : ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS

Acquisitions, développements et cessions 2020

EBV

Le 10 février 2020, Edenred a finalisé l'acquisition de 60% du capital d'EBV Finance, société lituanienne spécialisée dans les remboursements d'impôts pour les sociétés de transport européennes. Avec cette opération, le Groupe renforce significativement sa position sur le segment et élargit sa gamme de services à valeur ajoutée pour les sociétés de transport internationales en Europe.

L'allocation provisoire du prix d'achat conduit à la constatation principalement d'une liste clients pour un montant de 10 millions d'euros et d'un goodwill de 12 millions d'euros.

UTA

Le 15 mai 2020, Edenred a acquis les actions en circulation qu'il ne possédait pas déjà dans sa filiale UTA, deuxième émetteur européen de cartes carburant multimarques et l'un des principaux fournisseurs de services à valeur ajoutée, tels que les solutions de règlement des péages, de maintenance et de récupération de la TVA.

L'augmentation jusqu'à la détention totale fait suite à l'exercice d'une option de vente sur 17% supplémentaires des actions en circulation par la famille Eckstein, co-fondateurs d'UTA, pour un montant égal à 82 millions d'euros.

CooperCard

Le 8 mai 2020, Edenred a signé l'acquisition du portefeuille de clients (170 000 utilisateurs actifs) de Cooper Card au Brésil. Avec cette acquisition, Edenred consolide son intégration dans le tissu économique de l'État du Paraná. Avec 11 millions de citoyens, il est l'un des États les plus peuplés et les plus dynamiques du pays et représente un important bassin d'emploi. La transaction a été approuvée par l'autorité antitrust brésilienne et est soumise à l'approbation de la Banque centrale du Brésil, qui devrait être finalisée avant fin 2020.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS

3.1 . IMPACTS COVID-19

La crise sanitaire liée au Covid-19 a impacté les économies des 46 pays où opère le Groupe. Les mesures prises pour contenir la propagation du virus ont déclenché des perturbations importantes pour les entreprises du monde entier, entraînant un ralentissement économique. La reprise d'activité se fait progressivement selon les zones économiques où le Groupe est implanté.

Dans ce contexte, Edenred a mis 95% de ses employés en télétravail sur les périodes de confinement, avec un recours limité aux chômages partiels en France et une continuité de service grâce à la digitalisation accrue de ses solutions. Les activités du Groupe liées aux avantages aux salariés, aux solutions de mobilités professionnelles et aux solutions complémentaires ont été résilientes et partiellement impactées par la pandémie.

Le Groupe a encouru des coûts spécifiques liés à l'épidémie Covid-19, lesquels restent marginaux à l'échelle du Groupe et concernent principalement les équipements et mises aux normes sanitaires les



actions de soutien aux employés, affiliés et partenaires ainsi que des coûts salariaux non totalement compensés par les mesures d'accompagnement gouvernementales sur la masse salariale. Le Groupe a tiré les conséquences de l'épidémie Covid-19 en termes de risque de contrepartie. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur le premier semestre. Par rapport au premier semestre 2019 en données comparables, la baisse d'activité constatée sur la période a impacté le chiffre d'affaires opérationnel de -4,2%, soit un montant de 32 millions d'euros, les autres revenus de -18,4%, soit un montant de 5 millions d'euros et le revenu total de -4,8%, soit un montant de 37 millions d'euros. Il en ressort une baisse de l'EBITDA de -12,8%, soit un montant de 40 millions d'euros, et de l'EBIT de -17,7%, soit un montant de 44 millions d'euros - Cf. Note 4.1.2 – « Présentation des secteurs opérationnels par indicateur ».

Sur le premier semestre 2020, le Groupe a également subi les fortes variations des cours de change sur les principales devises auxquelles il est exposé, qui a eu pour effet une légère dégradation de 9,2% du résultat financier.

En ce qui concerne la trésorerie, les contraintes de cessation totales ou partielles d'activité dans le monde ont généré une baisse de l'utilisation des solutions d'Edenred et plus particulièrement des remboursements aux affiliés, ce qui a donc impacté favorablement la saisonnalité du besoin en fonds de roulement. Ces écarts saisonniers atypiques seront progressivement résorbés du fait de la reprise de l'activité économique.

Aucun risque de liquidité n'a été identifié. Edenred a également procédé le 10 juin 2020 à une émission obligataire d'un nominal de 600 millions d'euros à 9 ans, avec un coupon de 1,375%, permettant d'allonger la maturité moyenne de sa dette dans de bonnes conditions financières et de financer les prochaines échéances de remboursement de dette sur le deuxième semestre 2020 et l'exercice 2021. Enfin, le 4 juin 2020, le Groupe a étendu ses ressources financières en déposant un programme NEU EMTN de 250 millions d'euros auprès de la Banque de France en source de financement alternative à moyen terme pour des maturités supérieures à 1 an sur les marchés. Ce programme moyen terme vient compléter le programme NEU CP de 750 millions d'euros dont les maturités sont inférieures ou égales à 1 an.

3.2 . PAIEMENT DU DIVIDENDE 2019

L'assemblée générale mixte des actionnaires réunis le 7 mai 2020 a approuvé le dividende au titre de l'exercice 2019 d'un montant de 0,70 euro par action assorti d'une option de paiement en actions nouvelles pour 100% de ce montant.

L'option pour le paiement du dividende en actions, ouverte le 7 mai, s'est clôturée le 29 mai 2020. Cette opération se traduit par la création de 3 378 494 actions ordinaires nouvelles Edenred (représentant 1,39% du capital social) dont le règlement-livraison et l'admission sur le marché Euronext Paris a eu lieu le 5 juin 2020.

Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1^{er} janvier 2020, sont immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social d'Edenred. A l'issue de l'opération, le capital social était ainsi composé de 246 583 351 actions.

Le dividende total s'élève à 170 millions d'euros, dont 60 millions d'euros en numéraire ont été versés aux actionnaires du Groupe le 5 juin 2020.

3.3 . EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Edenred India.

Le 16 juillet 2020, le Groupe a cédé à Sodexo, son portefeuille client dans les avantages aux salariés en Inde, pour un montant non significatif.



NOTE 4 : ACTIVITE OPERATIONNELLE

4.1 . SECTEURS OPERATIONNELS



La norme IFRS 8 requiert de présenter l'information financière regroupée par « secteurs opérationnels ». Les secteurs opérationnels doivent refléter les regroupements effectués par « le principal décideur opérationnel » lorsqu'il alloue les ressources et analyse les performances de l'ensemble consolidé.

Outre les aspects de similarité des caractéristiques économiques à long terme, la norme IFRS 8 exige également que les 5 autres critères de regroupement suivants soient remplis :

- a) la nature des produits et services ;
- b) la nature des procédés de fabrication ;
- c) le type ou la catégorie de clients auxquels sont destinés leurs produits et services ;
- d) les méthodes utilisées pour distribuer leurs produits ou fournir leurs services ; et
- e) s'il y a lieu, la nature de l'environnement réglementaire, par exemple, la banque, l'assurance ou les services publics.

Principal décideur opérationnel



Le principal décideur opérationnel du Groupe est le Président-directeur général assisté du Comité exécutif (ou « Direction générale »). En effet, la Direction générale affecte les ressources aux différents secteurs opérationnels et en évalue les performances.

Les décisions prises par la Direction générale se basent sur le reporting interne du Groupe. Ce reporting interne présente des données au niveau pays. En effet l'activité Edenred est multi-locale avec des décisions opérationnelles prises au niveau des zones géographiques homogènes.

Les performances de chaque secteur opérationnel sont évaluées selon l'évolution du chiffre d'affaires opérationnel, du revenu total, de l'EBITDA, de l'EBIT opérationnel et de l'EBIT.

Dans le reporting interne du Groupe, les données au niveau pays sont regroupées en quatre zones géographiques opérationnelles :

- la France ;
- l'Europe hors France ;
- l'Amérique latine ;
- le Reste du Monde.

Hormis la France, les secteurs présentés sont donc des regroupements de secteurs opérationnels.

Regroupements



Les regroupements « Europe hors France » et « Amérique latine » respectent chacun l'ensemble des critères énoncés ci-dessus.

Le secteur « Reste du Monde » comprend quant à lui les pays hors secteurs « France », « Europe hors France » et « Amérique latine ».

Enfin, les « Holdings et autres » regroupent la holding Edenred S.A., les sièges régionaux et les sociétés n'ayant pas d'activités opérationnelles.



Les transactions entre secteurs ne sont pas significatives.

4.1.1. PRESENTATION CONDENSEE DES DONNEES FINANCIERES

1ER SEMESTRE 2020



Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	Jun 2020
Chiffre d'affaires opérationnel	111	300	203	61	-	675
Autres rev enus	3	5	11	2	-	21
Revenu total externe au groupe	114	305	214	63	-	696
Chiffres d'affaires intersecteurs	-	6	-	-	(6)	-
TOTAL REVENUS DES SECTEURS OPERATIONNELS	114	311	214	63	(6)	696
CHARGES D'EXPLOITATION	(86)	(179)	(128)	(52)	4	(441)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA) *	28	126	86	11	4	255
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS HORS AUTRES REVENUS (EBIT OPERATIONNEL)	15	99	57	-	-	171
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	18	104	68	2	-	192

* L'impact IFRS 16 dans l'EBITDA est de 15 millions d'euros.

1ER SEMESTRE 2019



Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	Jun 2019
Chiffre d'affaires opérationnel	128	294	266	60	-	748
Autres rev enus	3	5	18	3	-	29
Revenu total externe au groupe	131	299	284	63	-	777
Chiffres d'affaires intersecteurs	-	6	-	-	(6)	-
TOTAL REVENUS DES SECTEURS OPERATIONNELS	131	305	284	63	(6)	777
CHARGES D'EXPLOITATION	(89)	(173)	(155)	(45)	(5)	(467)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA) *	42	126	129	18	(5)	310
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS HORS AUTRES REVENUS (EBIT OPERATIONNEL)	28	102	91	7	(8)	220
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	31	107	109	10	(8)	249

* L'impact IFRS 16 dans l'EBITDA est de 15 millions d'euros.

Analyse des variations



Les variations entre le 1^{er} semestre 2020 et le 1^{er} semestre 2019 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Δ Juin 2020 / Juin 2019									
	Jun 2020	Jun 2019	Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
Chiffre d'affaires opérationnel	675	748	(32)	(4,2)%	+4	+0,4%	(45)	(6,0)%	(73)	(9,8)%
Autres revenus	21	29	(5)	(18,4)%	-	+0,3%	(3)	(8,6)%	(8)	(26,7)%
Revenu total externe au groupe	696	777	(37)	(4,8)%	+4	+0,4%	(48)	(6,1)%	(81)	(10,4)%
CHARGES D'EXPLOITATION	(441)	(467)	(3)	+0,6%	+3	(0,8)%	+26	(5,4)%	+26	(5,6)%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)	255	310	(40)	(12,8)%	+7	+2,2%	(22)	(7,2)%	(55)	(17,8)%
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS HORS AUTRES REVENUS (EBIT OPERATIONNEL)	171	220	(39)	(17,7)%	+6	+2,6%	(16)	(7,3)%	(49)	(22,3)%
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	192	249	(44)	(17,7)%	+6	+2,4%	(19)	(7,5)%	(57)	(22,8)%

4.1.2. PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS PAR INDICATEUR



Chiffre d'affaires opérationnel par zone géographique

Les variations entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019 du chiffre d'affaires opérationnel se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2020	111	300	203	61	675
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2019	128	294	266	60	748
Variation	(17)	6	(63)	1	(73)
% de variation	(13,5)%	+2,1%	(23,7)%	+1,0%	(9,8)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(17)	+2	(19)	+2	(32)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(13,5)%	+0,8%	(7,1)%	+3,5%	(4,2)%



Autres revenus par zone géographique

Les autres revenus correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés, et
- la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Autres rev enus Juin 2020	3	5	11	2	21
Autres rev enus Juin 2019	3	5	18	3	29
Variation	-	-	(7)	(1)	(8)
% de variation	(3,9)%	(8,2)%	(33,6)%	(40,1)%	(26,7)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	-	-	(4)	(1)	(5)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(3,9)%	(7,7)%	(21,1)%	(34,9)%	(18,4)%





Revenu total par zone géographique

Le revenu total est composé du chiffre d'affaires opérationnel et des autres revenus.

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Revenu total Juin 2020	114	305	214	63	696
Revenu total Juin 2019	131	299	284	63	777
Variation	(17)	6	(70)	-	(81)
% de variation	(13,3)%	+2,0%	(24,3)%	(1,0)%	(10,4)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(17)	+2	(23)	+1	(37)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(13,3)%	+0,7%	(8,0)%	+1,6%	(4,8)%



Excédent brut d'exploitation par zone géographique

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA) Juin 2020	28	126	86	11	4	255
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA) Juin 2019	42	126	129	18	(5)	310
Variation	(14)	-	(43)	(7)	+9	(55)
% de variation	(33,3)%	(0,1)%	(33,3)%	(40,6)%	(170,9)%	(17,8)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(14)	(1)	(21)	(9)	+5	(40)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(33,3)%	(0,8)%	(16,6)%	(47,0)%	(99,0)%	(12,8)%

L'excédent brut d'exploitation correspond au revenu total diminué des charges d'exploitation.



Résultat d'exploitation avant autres charges et produits hors autres revenus par zone géographique

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits hors autres revenus (EBIT OPERATIONNEL) Juin 2020	15	99	57	-	-	171
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits hors autres revenus (EBIT OPERATIONNEL) Juin 2019	28	102	91	7	(8)	220
Variation	(13)	(3)	(34)	(7)	+8	(49)
% de variation	(48,4)%	(1,8)%	(38,1)%	(97,9)%	(96,9)%	(22,3)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(14)	(2)	(19)	(8)	+4	(39)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(48,4)%	(1,8)%	(20,9)%	(121,2)%	(47,7)%	(17,7)%

L'EBIT opérationnel correspond au résultat d'exploitation avant autres charges et produits hors autres revenus.





Résultat d'exploitation avant autres charges et produits par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) Juin 2020	18	104	68	2	-	192
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) Juin 2019	31	107	109	10	(8)	249
Variation	(13)	(3)	(41)	(8)	+8	(57)
% de variation	(43,8)%	(2,1)%	(37,3)%	(79,3)%	(96,9)%	(22,8)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(14)	(2)	(23)	(9)	+4	(44)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(43,8)%	(2,1)%	(20,9)%	(93,5)%	(47,7)%	(17,7)%

4.1.3. CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL PAR LIGNE DE METIER



Conformément à la norme IFRS 15, les revenus sont reconnus lors du transfert du contrôle des biens et services au client. Le Groupe agit quasi exclusivement en tant qu'agent dans le cadre de ses trois principales activités. Seule une commission d'intermédiaire est reconnue en chiffre d'affaires. Pour les transactions résiduelles dans lesquelles le Groupe agit en tant que principal, un revenu à hauteur de l'intégralité des montants perçus est comptabilisé.

Pour les activités « Avantages aux salariés » et « Solutions de mobilité professionnelle » :

- Commissions perçues auprès des entreprises clientes, reconnues lors de l'émission des titres et de leur envoi aux clients ;
- Commissions perçues auprès des commerçants partenaires, reconnues lors de la demande de remboursement par le bénéficiaire ;
- Les gains réalisés sur les titres de services non présentés sont reconnus en résultat après la date d'expiration des droits de remboursement.

Pour l'activité « Solutions complémentaires » : le revenu, correspondant au montant de la prestation facturée à l'entreprise cliente, est comptabilisé à la date de livraison des solutions.

En complément d'une désagrégation par secteur géographique communiquée dans l'information sectorielle et conformément à la norme IFRS 15, le Groupe présente ci-dessous une désagrégation de son chiffre d'affaires opérationnel par ligne de métier.

<i>(en millions d'euros)</i>	Avantages aux salariés	Solutions de mobilité professionnelle	Solutions complémentaires	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2020	412	173	90	675
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2019	472	192	84	748
Variation	(60)	(19)	6	(73)
% de variation	(12,6)%	(10,1)%	+6,1%	(9,8)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(40)	(1)	+9	(32)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(8,4)%	(0,8)%	+11,0%	(4,2)%

4.2 . CHARGES D'EXPLOITATION



(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
Coûts de personnel	(221)	(235)
Coûts des ventes	(70)	(74)
Taxes d'exploitation	(18)	(22)
Loyers	(1)	(1)
Autres charges d'exploitation	(131)	(135)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(441)	(467)

Les autres charges d'exploitation sont principalement constituées des dépenses informatiques, d'honoraires, de dépenses de marketing et publicité, des dotations/reprises de dépréciations pour actif circulant et de frais de développement.

4.3 . VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES FONDS A REMBOURSER



(en millions d'euros)	Jun 2020	Décembre 2019
Stocks (nets)	27	32
Clients (nets)	1 674	2 073
Autres tiers actifs (nets)	373	327
BFR Actif	2 074	2 432
Fournisseurs	(217)	(261)
Autres tiers passifs	(1 233)	(1 072)
Fonds à rembourser	(4 935)	(5 161)
BFR Passif	(6 385)	(6 494)
BFR NET NEGATIF	(4 311)	(4 062)
Dettes d'impôts courants	(27)	(33)
BFR NET NEGATIF (yc dettes d'IS)	(4 338)	(4 095)

Les autres tiers actifs et passifs sont détaillés dans les notes annexes aux comptes consolidés de décembre 2019 et correspondent notamment aux créances fiscales et sociales, aux charges constatées d'avance, aux dettes fiscales et sociales, aux produits constatés d'avance, ainsi qu'aux fonds reçus non chargés.

(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
BFR net de début de période	4 062	3 615
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	448	(108)
Eléments de BFR inclus dans les acquisitions	(26)	51
Eléments de BFR inclus dans les cessions / liquidations	-	1
Variation des dépréciations des actifs circulant	5	8
Différence de conversion	(182)	1
Reclassements vers les autres postes du bilan	4	3
Variation nette de BFR	249	(44)
BFR NET DE FIN DE PERIODE	4 311	3 571

(1) Cf. Note 1.4 - « Tableau des flux de trésorerie consolidés »

4.4 . VARIATION DES FONDS RESERVES



Les fonds réservés sont représentatifs de la valeur faciale des titres de services en circulation soumis à des réglementations particulières dans certains pays (notamment en France pour les solutions *Ticket Restaurant®* et *Ticket CESU*). En particulier, ces fonds font l'objet de restrictions quant à leur utilisation et ne sont pas fongibles avec la trésorerie du Groupe. Ils restent la propriété d'Edenred et sont investis dans des instruments financiers donnant lieu à rémunération sous contrainte du régulateur local.

Les fonds réservés correspondent aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale, principalement en France (952 millions d'euros), au Royaume-Uni (804 millions d'euros), en Belgique (290 millions d'euros), aux Etats-Unis (90 millions d'euros), en Roumanie (79 millions d'euros), en Italie (20 millions d'euros), au Brésil (19 millions d'euros), aux Emirats Arabes Unis (12 millions d'euros), à Taiwan (10 millions d'euros), en Bulgarie (9 millions d'euros) et en Uruguay (6 millions d'euros).



(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
Fonds réservés de début de période	1 864	1 402
Variation de la période ⁽¹⁾	489	132
Fonds réservés inclus dans les acquisitions	-	35
Autres variations	-	10
Différence de conversion	(58)	(5)
Variation nette des Fonds réservés	431	172
FONDS RESERVES DE FIN DE PERIODE	2 295	1 574

(1) Cf. Note 1.4 - « Tableau des flux de trésorerie consolidés »

NOTE 5 : ACTIFS NON COURANTS

5.1 . GOODWILL

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2020	Décembre 2019
Valeurs brutes	1 668	1 778
Amortissements cumulés et dépréciations	(173)	(174)
TOTAL EN VALEUR NETTE	1 495	1 604



Le Groupe a référencé les UGT susceptibles d'être impactées par l'épidémie en cours et des tests de perte de valeur ont été réalisés (cf note 1.6). Les goodwill comptabilisés au 30 juin 2020 n'ont pas fait l'objet de nouvelle dépréciation sur le semestre.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2020	Décembre 2019
Etats-Unis (y compris CSI)	431	429
Brésil (y compris Repom et Embratec)	260	353
UTA (y compris Road Account)	168	169
Royaume-Uni (y compris Prepay Technologies et TRFC)	139	149
Italie (y compris Easy Welfare)	93	92
France (Ticket Cadeaux)	92	92
France (principalement ProwebCE)	52	52
Mexique	37	45
Dubaï (y compris Mint)	35	46
Roumanie (y compris Benefit Online)	35	36
Finlande	19	19
Slovaquie	18	18
Pologne (y compris Timex)	18	18
Suède	17	17
France (Moneo Resto)	14	14
République Tchèque	12	13
Lithuanie (EBV)	12	-
Belgique (y compris Merits & Benefits et Ekiv ita)	11	11
Japon	10	9
Portugal	6	6
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)	16	16
TOTAL EN VALEUR NETTE	1 495	1 604



La variation des goodwill nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
VALEUR NETTE EN DEBUT DE PERIODE	1 604	976
Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre	12	617
. Etats unis (acquisition CSI)	-	443
. Royaume unis (acquisition TRFC)	-	99
. Allemagne (acquisition Road Account)	-	19
. Belgique (acquisition Merit & Ekiv ita)	-	6
. Italie (acquisition Easy Welfare)	-	50
. Lituanie (EBV) ⁽¹⁾	12	-
Cessions de l'exercice	-	(2)
Dépréciations	-	2
Différence de conversion	(111)	11
Reclassements et autres variations	(10)	-
VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE	1 495	1 604

(1) Cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions »

5.2 . IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'euros)	Jun 2020	Décembre 2019
VALEURS BRUTES		
Marques	66	66
Listes clients	584	620
Licences, logiciels	345	374
Autres immobilisations incorporelles	113	101
TOTAL VALEURS BRUTES	1 108	1 161
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR		
Marques	(10)	(11)
Listes clients	(150)	(145)
Licences, logiciels	(238)	(250)
Autres immobilisations incorporelles	(49)	(49)
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR CUMULES	(447)	(455)
VALEURS NETTES	661	706



Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	706	432
Entrées de périmètre immobilisations incorporelles *	11	183
Immobilisations générées en interne	43	28
Dotations aux amortissements immobilisations incorporelles	(41)	(39)
Pertes de valeur comptabilisées en autres charges	(6)	(2)
Cessions	-	(1)
Différence de conversion	(66)	5
Reclassements	14	-
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	661	606

* Cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions ».

5.3 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES



Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient moins les amortissements et les pertes de valeur. Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement de ces actifs commence dès leur mise en service.



(en millions d'euros)	Jun 2020			Décembre 2019		
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	VALEUR NETTE
Terrains	2	-	2	2	-	2
Constructions	18	(7)	11	18	(7)	11
Agencements	32	(18)	14	32	(18)	14
Matériels et mobiliers	119	(92)	27	123	(94)	29
Droit d'utilisation	126	(34)	92	132	(29)	103
Immobilisations en cours	5	-	5	10	-	10
Total	302	(151)	151	317	(148)	169



La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	66	52
Entrées de périmètre immobilisations corporelles	-	1
Inv estissements	10	9
Dotations aux amortissements immobilisations corporelles	(8)	(8)
Différence de conversion	(5)	-
Autres reclassements	(4)	-
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE - Avant IFRS 16	59	54
Impact IFRS 16 en fin de période *	92	85
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	151	139

* L'impact IFRS16 à l'ouverture 2019 est de 91 millions d'euros et à l'ouverture 2020 de 103 millions d'euros.

5.4 . PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Au 30 juin 2020, les participations dans les sociétés mises en équivalence sont principalement composées des sociétés AGES (AGES Maut System GmbH & Co KG and Ages International GmbH & Co KG) et MSC (Mercedes Service Card Beteiligungs GmbH et Mercedes Service Card GmbH & Co KG).

Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence :

(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
Participation dans les sociétés mises en équivalence de début de période	69	66
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	6
Impact augmentation de capital	1	-
Impact du change	(1)	-
Dividendes reçus de participations mises en équivalence d'AGES et MSC	(11)	(9)
Participation dans les sociétés mises en équivalence de fin de période	64	64

5.5 . DETAIL DES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATION

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2020	Jun 2019
Amortissements liés aux réévaluations à la juste valeur des actifs lors de regroupements d'entreprises	(20)	(18)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(21)	(21)
Amortissements des immobilisations corporelles	(8)	(8)
Amortissements liés au droit d'utilisation IFRS 16	(14)	(14)
TOTAL	(63)	(61)

NOTE 6 : ELEMENTS FINANCIERS

6.1 . RESULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
Coût de l'endettement brut	(26)	(29)
Effet des instruments de couverture	9	10
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	11	12
Coût de l'endettement net	(6)	(7)
Gains (Pertes) sur écarts de change	(1)	1
Autres produits financiers	2	4
Autres charges financières	(10)	(12)
RESULTAT FINANCIER	(15)	(14)

Le coût d'endettement brut au 30 juin 2020 inclut l'amortissement de la charge à répartir des emprunts obligataires émis par la société pour 5 millions d'euros.

Les effets des instruments de couverture correspondent aux charges et produits d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêts comme présentés en Note 6.6 « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

Les postes des autres produits financiers et autres charges financières sont principalement constitués de frais bancaires, d'agios et d'intérêts divers, et de dépréciations à caractère financier.

6.2 . ACTIFS FINANCIERS



Un actif financier tel que défini par la norme IFRS 9 est un droit contractuel à un avantage économique qui se traduira in fine par la réception d'un flux de trésorerie ou d'un instrument de capitaux propres. Lors de sa première comptabilisation au bilan, un actif financier est évalué à sa juste valeur majorée, des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition de cet actif. Cette juste valeur initiale correspond au prix d'acquisition de l'instrument.

6.2.1. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers non courants sont principalement constitués de titres de participations et des dépôts et cautionnements.

(en millions d'euros)	Jun 2020			Décembre 2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Titres de participations	59	(7)	52	58	(7)	51
Dépôts et cautionnements	22	-	22	24	-	24
Autres	3	(1)	2	1	(1)	-
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	84	(8)	76	83	(8)	75



6.2.2. ACTIFS FINANCIERS COURANTS



(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Autres actifs financiers courants	59	(2)	57	30	(2)	28
Instruments dérivés	135	-	135	108	-	108
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	194	(2)	192	138	(2)	136

Le poste des « Autres actifs financiers courants » est principalement constitué de prêts courants avec des contreparties externes classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

Les instruments dérivés sont comptabilisés selon les principes de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Leur traitement comptable est détaillé dans la Note 6.6 « Instruments financiers et gestion des risques de marché » des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2019.

6.3 . TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE



Les postes « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Autres placements de trésorerie » sont tous deux retenus dans le calcul de l'endettement net.



(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Disponibilités	725	-	725	461	-	461
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	384	-	384	528	-	528
SICAV et FCP à moins de 3 mois	26	-	26	15	-	15
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 135	-	1 135	1 004	-	1 004
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	763	(1)	762	528	(1)	527
Obligations et titres de créances négociables	241	-	241	203	-	203
SICAV et FCP à plus de 3 mois	1	-	1	3	-	3
AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	1 005	(1)	1 004	734	(1)	733
TOTAL TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	2 140	(1)	2 139	1 738	(1)	1 737

6.4 . DETTES FINANCIERES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Obligations convertibles	500	-	500	500	-	500
Emprunts non bancaires	2 411	364	2 775	1 897	252	2 149
Emprunts bancaires	20	48	68	24	16	40
Neu CP	-	228	228	-	106	106
Banques créditrices	-	76	76	-	52	52
DETTES FINANCIERES	2 931	716	3 647	2 421	426	2 847
Dettes IFRS 16	72	24	96	80	25	105
Dépôts et cautionnements	5	19	24	10	19	29
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	50	8	58	46	129	175
Instruments dérivés	-	1	1	-	1	1
Autres	3	3	6	3	3	6
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	130	55	185	139	177	316
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 061	771	3 832	2 560	603	3 163

Les dettes financières et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptible d'en modifier significativement les termes.

Dettes financières

Obligations convertibles et emprunts non bancaires

Edenred a émis le 18 juin 2020 un emprunt obligataire d'un nominal de 600 millions d'euros à 9 ans. Les obligations arrivent à échéance le 18 juin 2029 avec un coupon de 1,375%. L'émission obligataire est destinée à renforcer ses ressources financières et à étendre l'échéance moyenne de sa dette dans des conditions favorables. 250 millions d'euros seront affectés au remboursement d'obligations avec un coupon de 2,625% arrivant à échéance fin octobre 2020.

Au 30 juin 2020, le Groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 3 075 millions d'euros qui se ventile ainsi :

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
18/06/2020	600	1,375%	9 ans 18/06/2029
06/09/2019	500	0%	5 ans 06/09/2024
06/12/2018	500	1,875%	7 ans & 3 mois 06/03/2026
30/03/2017	500	1,875%	10 ans 30/03/2027
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
30/10/2013	250	2,625%	7 ans 30/10/2020
23/05/2012	225	3,75%	10 ans 23/05/2022
Encours brut d'emprunts obligataires	3 075		

Pour rappel, le montant de l'encours brut d'emprunts obligataires s'élevait à 2 475 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
06/09/2019	500	0%	5 ans 06/09/2024
06/12/2018	500	1,875%	7 ans & 3 mois 06/03/2026
30/03/2017	500	1,875%	10 ans 30/03/2027
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
30/10/2013	250	2,625%	7 ans 30/10/2020
23/05/2012	225	3,75%	10 ans 23/05/2022
Encours brut d'emprunts obligataires	2 475		

Autres emprunts non bancaires

Le placement privé de 250 millions d'euros en financement Schuldschein a été partiellement remboursé par anticipation en décembre 2019 pour un montant de 105 millions d'euros. Ce financement présente différentes tranches en maturité et type de taux à l'émission pour un total de 145 millions d'euros au 30 juin 2020 se répartissant comme suit :

Taux		Montant en M€	Coupon	Échéance
Fixe	1,05%	45	5	29/06/2021
Variable	Euribor 6 mois * +105 bp	68	5	29/06/2021
Fixe	1,47%	32	7	29/06/2023
Total de l'emprunt Schuldschein		145		

* Euribor 6 mois floor à 0%

Emprunts bancaires

Le Groupe présente un encours d'emprunts bancaires de 68 millions d'euros au 30 juin 2020.

Programme NEU CP

Au 30 Juin 2020, l'encours de dette financière court terme du programme s'élève à 228 millions d'euros sur un plafond autorisé de 750 millions d'euros.

En juin 2020, un programme Neu MTN pour un montant de 250 millions d'euros a été déposé et autorisé par la banque de France. Ce programme, en complément du programme de Neu CP, permet de diversifier les sources de financement.

Analyse par échéance – Valeurs comptables

Au 30 Juin 2020



(en millions d'euros)	Jun 2021	Jun 2022	Jun 2023	Jun 2024	Jun 2025	Au-delà de Jun 2026	Jun 2020
Obligations convertibles	-	-	-	-	500	-	500
Emprunts non bancaires	364	234	32	-	490	1 655	2 775
Emprunts bancaires	48	9	8	3	-	-	68
Neu CP	228	-	-	-	-	-	228
Banques créditrices	76	-	-	-	-	-	76
DETTES FINANCIERES	716	243	40	3	990	1 655	3 647
Dette IFRS 16	24	17	14	12	9	20	96
Dépôts et cautionnements	19	5	-	-	-	-	24
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	8	45	-	1	-	4	58
Instruments dérivés	1	-	-	-	-	-	1
Autres	3	3	-	-	-	-	6
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	55	70	14	13	9	24	185
TOTAL	771	313	54	16	999	1 679	3 832

Au 31 décembre 2019



(en millions d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024	2025 et au- delà	Décembre 2019
Obligations convertibles	-	-	-	-	500	-	500
Emprunts non bancaires	252	113	236	32	-	1 516	2 149
Emprunts bancaires	16	9	9	5	1	-	40
Neu CP	106	-	-	-	-	-	106
Banques créditrices	52	-	-	-	-	-	52
DETTES FINANCIERES	426	122	245	37	501	1 516	2 847
Dette IFRS 16	25	19	15	12	11	23	105
Dépôts et cautionnements	19	10	-	-	-	-	29
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	129	42	-	-	-	4	175
Instruments dérivés	1	-	-	-	-	-	1
Autres	3	3	-	-	-	-	6
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	177	74	15	12	11	27	316
TOTAL	603	196	260	49	512	1 543	3 163

6.5 . ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRESORERIE NETTE



(en millions d'euros)

	Juin 2020	Décembre 2019
Dettes financières non courantes	2 931	2 421
Autres passifs financiers non courants	130	139
Dettes financières courantes	716	426
Autres passifs financiers courants	55	177
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 832	3 163
Actifs financiers courants	(192)	(136)
Autres placements de trésorerie	(1 004)	(733)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(1 135)	(1 004)
TRESORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	(2 331)	(1 873)
DETTE NETTE	1 501	1 290

Les autres passifs financiers non courants et courants intègrent les passifs locatifs IFRS 16.



(en millions d'euros)


	Juin 2020	Juin 2019
Dette nette début de période	1 290	659
Impact IFRS 16 début de période	-	91
Augmentation (diminution) des dettes financières non courantes	510	80
Augmentation (diminution) des autres passifs financiers non courants	(1)	18
Diminution (augmentation) des autres placements de trésorerie	(271)	10
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, net des banques créditrices	(107)	550
Augmentation (diminution) des autres postes financiers hors banques créditrices	89	227
Augmentation (diminution) de la dette nette sur la période	220	976
Impact IFRS 16	(9)	(5)
DETTE NETTE FIN DE PERIODE	1 501	1 630

6.6 . INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Risque de taux : Analyse taux fixe / taux variable

Avant couverture

Les dettes financières, hors banques créditrices, avant opérations de couverture se décomposent comme suit :




(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe (1)	3 470	1,4%	97%	2 724	1,5%	97%
Dettes à taux variable	101	1,9%	3%	71	1,4%	3%
DETTES FINANCIERES *	3 571	1,5%	100%	2 795	1,5%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

(1) Les taux mentionnés pour la dette à taux fixe correspondent aux taux contractuels (soit 3,750%, 2,625%, 1,375% et 1,875%) appliqués au nombre de jours exact de l'année divisé par 360.

Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières, hors banques créditrices, se répartissent de la manière suivante :




(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	1 286	0,7%	36%	866	0,6%	31%
Dettes à taux variable	2 285	1,0%	64%	1 929	0,9%	69%
DETTES FINANCIERES *	3 571	0,9%	100%	2 795	0,8%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

Risque de change : Analyse par devise

Avant couverture

Les dettes financières, hors banques créditrices, avant opérations de couverture se décomposent comme suit :




(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	3 529	1,4%	99%	2 785	1,5%	100%
Autres devises	42	3,9%	1%	10	6,1%	0%
DETTES FINANCIERES *	3 571	1,5%	100%	2 795	1,5%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières, hors banques créditrices, se répartissent de la manière suivante :



(en millions d'euros)	Juin 2020			Décembre 2019		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	3 495	0,9%	98%	2 751	0,8%	98%
Autres devises	76	2,9%	2%	44	3,8%	2%
DETTES FINANCIERES *	3 571	0,9%	100%	2 795	0,8%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

Les opérations de couverture de taux d'intérêts sont constituées principalement d'instruments dérivés sous forme de swaps de « variabilisation » du taux fixe en taux variable de dette euro émise à taux fixe. Il s'agit donc de swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable. La classification IFRS de ces dérivés de « variabilisation » est Fair Value Hedge selon la norme IFRS 9.

Ces swaps de taux ont un notionnel total de 2 232 millions d'euros pour une dette sous-jacente de 2 607 millions d'euros. Au 30 juin 2020, leur juste valeur est de 92 millions d'euros, comptabilisé en instrument dérivé actif.

Les variations de juste valeur de ces opérations ont des impacts non significatifs en compte de résultat en raison de la classification IFRS en comptabilité de couverture.

NOTE 7 : IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT



Le taux effectif d'impôt est calculé :

- sur la base du résultat avant impôt ;
- sur la base de la charge d'impôt après retraitement de la taxe sur dividendes, des retenues à la source, des déficits activés sur la période, et des éléments atypiques.

Le taux effectif d'impôt ainsi calculé passe de 30,1% au 30 juin 2019 à 33,5% au 30 juin 2020.

La hausse du taux effectif d'impôt de 3,4 points entre 2019 et 2020 s'explique par un taux effectif d'impôt retraité 2020 de 32,9% et retraité 2019 de 32,8% du fait :

- de la provision pour risque fiscal de 1M€ en 2020 ;
- d'une correction d'impôt en juin 2019 relative à l'exercice 2018 pour 2 millions d'euros ;
- un impact de l'effet impôt des variations de périmètre et des évolutions fiscales en 2019 qui n'ont été prises en compte que sur le deuxième semestre 2019 pour un montant de - 8 millions d'euros.

NOTE 8 : RESULTAT PAR ACTION



Au 30 juin 2020, le capital social est composé de 246 583 351 actions.

Au 30 juin 2020, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

En actions	Jun 2020	Jun 2019
NOMBRE D'ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE	246 583 351	243 328 507
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	242 067 214	237 899 138
Nombre d'actions résultant du paiement du dividende	3 378 494	3 938 507
Nombre d'actions issues de la conversion des plans d'actions sous conditions de performance	780 301	894 357
Nombre d'actions issues de la conversion des plans de stock options*	30 150	123 650
Nombre d'actions annulées	(810 451)	(894 357)
Actions du capital social hors actions propres	3 378 494	4 062 157
Actions propres non liées au contrat de liquidité	426 611	1 309 227
Actions propres liées au contrat de liquidité	(55 236)	20 384
Actions propres	371 375	1 329 611
NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION A LA CLOTURE	245 817 083	243 290 906
Actions du capital social - Effet prorata temporis	(2 934 931)	(3 597 116)
Actions propres - Effet prorata temporis	(52 875)	439 511
Effet prorata temporis	(2 987 806)	(3 157 604)
NOMBRE MOYEN PONDERE D'ACTIONS EN CIRCULATION SUR LA PERIODE	242 829 277	240 133 302

* Avant levée d'options entre le 3 juin et le 30 juin 2019 pour 3 200 actions.

Par ailleurs, 1 690 374 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur la période de 2018 à 2020. Sur la base d'une conversion totale de ces actions potentielles, le nombre d'actions en circulation serait de 247 507 457 titres.

Sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2020 pour les Plans 10 et 11 : 41,70 euros,
- entre le 10 mars 2020 et le 30 juin 2020 pour le plan 12 : 37,61 euros.
- entre le 6 mai 2020 et le 30 juin 2020 pour le plan 13 : 38,49 euros.

Le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 30 juin 2020 est de 243 870 720.



	Jun 2020	Jun 2019
Résultat net - Part du Groupe (en millions d'euros)	100	146
Nombre moyen pondéré d'actions du capital social (en milliers)	243 648	239 731
Nombre moyen pondéré d'actions propres (en milliers)	(819)	402
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	242 829	240 133
RESULTAT PAR ACTION DE BASE (en euros)	0,41	0,61
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription (en milliers)	-	34
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance (en milliers)	1 041	1 800
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	243 871	241 967
RESULTAT PAR ACTION DILUE (en euros)	0,41	0,60

NOTE 9 : AVANTAGES SOCIAUX

9.1 . PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Principales caractéristiques

Le Conseil d'Administration du 25 février 2020 a donné délégation au Président-directeur général pour procéder à l'attribution conditionnelle de 502 551 actions de performance en date du 10 mars 2020 (plan 12).

Le Conseil d'Administration du 6 mai 2020 a émis un plan d'attribution gratuite d'actions soumises à conditions de performance complémentaire (plan 13) de 12 013 actions.

Les actions initialement attribuées dans le cadre de ces plans d'une durée de trois ans sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2022, avant de devenir des actions définitivement acquises respectivement au 10 mars 2023 et au 7 mai 2023.

Les conditions de performance, mesurées entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2022, sont basées sur les objectifs suivants :

(i) deux objectifs sur conditions internes, à hauteur de 75%, liés à une progression en données comparables :

- ✓ de l'EBIT Opérationnel du Groupe ;
- ✓ de la marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO) ;

(ii) un objectif sur condition externe (de marché), à hauteur de 25%, lié :

- ✓ au positionnement du *Total Shareholder Return (TSR)* Edenred par rapport aux TSR du SBF120.

En fonction de la performance réalisée, chaque condition de performance peut être atteinte jusqu'à 150% et les conditions peuvent se compenser si l'une a été dépassée et qu'une autre n'a pas été atteinte ou partiellement atteinte. Le nombre d'actions définitivement acquises ne pourra en revanche dépasser 100% des actions initialement attribuées.

Les actions de performance sont définitivement acquises sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition.

Juste valeur des plans d'actions sous conditions de performance



La juste valeur correspond à la valeur de l'action à la date d'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition.



La juste valeur de l'action du plan 12 s'élève à 37,79 euros par rapport à un cours de l'action de 42,05 euros, le 10 mars 2020, date de l'octroi. La juste valeur de l'action du plan 13 s'élève à 33,66 euros par rapport à un cours de l'action de 37,46 euros, le 6 mai 2020, date de l'octroi.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charge de personnel en contrepartie des capitaux propres. La charge totale comptabilisée au titre des plans 2020 s'élève à 1 million d'euros au 30 juin 2020.

NOTE 10 : AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS

10.1 . AUTRES CHARGES ET PRODUITS



Afin de faciliter la lecture des états financiers, la société utilise la rubrique « Autre charges et produits » de façon limitative et la comptabilisation d'éléments dans cette rubrique ne peut intervenir :

- qu'en lien avec un événement majeur survenu pendant la période comptable ;
- et dès lors que la présentation de ses impacts non distinctement des autres éléments du résultat fausserait la lecture de la performance de l'entreprise issue de son activité courante.

Les autres charges et produits se décomposent de la façon suivante :



(en millions d'euros)	Jun 2020	Jun 2019
Variation de la provision pour restructuration	-	1
Coûts de restructuration et de réorganisation	(4)	(1)
Charges de restructuration	(4)	-
Dépréciations d'immobilisations corporelles	-	(1)
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	(6)	-
Dépréciation d'actifs	(6)	(1)
Plus ou moins-values	(1)	(4)
Recyclage des écarts de conversion	1	(1)
Provisions	5	16
Gains / (pertes) non récurrents	(8)	(22)
Autres	(3)	(11)
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS	(13)	(12)

Les autres charges et produits au 30 juin 2020 sont constitués principalement :

- De la dépréciation complémentaire de nos actifs en obsolescence technologique au Brésil pour 3 millions d'euros, en France pour 2 millions d'euros et au Mexique pour 1 millions d'euros,
- De la reprise de provision relative au litige CIRDI avec l'Etat Hongrois pour un montant de 6 millions d'euros (Cf Note 10.3 – « Litiges »),
- De la constatation d'une perte de 7 millions d'euros lors de la réalisation d'une migration de plateforme au Mexique et le transfert des soldes historiques des cartes clients,
- Des coûts de restructuration pour 4 millions d'euros.

Les autres charges et produits au 30 juin 2019 sont constitués principalement :

- Des honoraires d'acquisitions 2019 pour 4 millions d'euros (cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions »),
- De la dépréciation complémentaire de nos actifs en Russie pour 3 millions d'euros,
- De la reprise de provision relative au litige avec Kering (ex PPR) et Conforama pour un montant de 19 millions d'euros et de la constatation de la charge correspondante en gains et pertes non récurrents.

10.2 . PROVISIONS



La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2020, est constituée des éléments suivants :



(en millions d'euros)

	Décembre 2019	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclassement & périmètre	Jun 2020
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	31	(1)	2	(0)	-	(1)	0	31
- Provisions pour litiges et autres	12	-	-	(0)	(2)	(3)	(0)	7
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT	43	(1)	2	(0)	(2)	(4)	(0)	38

La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2020, est constituée des éléments suivants :



(en millions d'euros)

	Décembre 2019	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclassement & périmètre	Jun 2020
- Provisions pour restructurations	3	-	2	(2)	-	-	-	3
- Provisions pour litiges et autres	19	-	1	(1)	(8)	-	(1)	10
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT	22	-	3	(3)	(8)	-	(1)	13

Pris individuellement, il n'existe pas de litige significatif, à l'exception de ceux présentés dans la prochaine partie (Note 10.3 – « Litiges »).

Les reprises sans utilisation de 8 millions d'euros comprennent principalement la reprise de provision de 6 millions d'euros relative au litige CIRDI avec l'Etat Hongrois.

10.3 . LITIGES

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de contentieux avec des tiers ou avec des autorités judiciaires et/ou administratives (y compris fiscales).

Les contentieux sont détaillés dans la Note 10.3 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2019. Ceux qui ont connu une évolution au cours du premier semestre 2020 sont présentés ci-après.



Contentieux concurrence France

Le 9 octobre 2015, la société française Octoplus a saisi l'Autorité de la Concurrence d'une plainte concernant plusieurs sociétés françaises du secteur des titres-restaurant, dont Edenred France. Dans le cadre de l'instruction, le collège de l'Autorité de la Concurrence s'est réuni le 5 avril 2016 et le 7 juillet 2016 aux fins d'entendre l'ensemble des parties concernées ainsi que les services d'instruction. Le 6 octobre 2016, l'Autorité de la Concurrence a décidé de poursuivre ses investigations, sans prononcer de mesures conservatoires à l'encontre d'Edenred France.

Le 27 février 2019, les services d'instruction ont remis à Edenred France leur rapport final, qui contient deux griefs trouvant leurs origines au début des années 2000, soit un partage d'informations par le biais de la Centrale de Remboursement des Titres (CRT) et un verrouillage du marché des titres restaurant à travers cette même CRT. Edenred a déposé ses observations à l'Autorité le 29 avril 2019. La décision du Collège de l'Autorité de la Concurrence est intervenue le 17 décembre 2019, condamnant Edenred à une amende de 157 millions d'euros sur la base des deux griefs mentionnés. Edenred a reçu de l'administration fiscale la demande de mise en paiement de l'amende et a sollicité auprès de celle-ci un report de règlement jusqu'au 31 mars 2021, sans pénalités, contre mise en place d'une garantie du même montant. L'administration fiscale a accepté ce report. Edenred considère que l'Autorité de la Concurrence a mal apprécié la situation concurrentielle du marché des titres restaurant en France et le rôle de la CRT au sein de celui-ci. Par conséquent, Edenred entend faire appel de cette décision et estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils juridiques, avoir de solides arguments pour contester la décision de l'Autorité de la Concurrence. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Contentieux CIRDI

À la suite de la modification du cadre réglementaire et fiscal hongrois relatif aux conditions d'émission des titres-restaurant et titres-alimentaire, la Société a déposé, en août 2013, une requête aux fins d'arbitrage à l'encontre de l'Etat Hongrois devant le Centre international de règlement des différends relatifs aux Investissements (CIRDI). L'audience s'est tenue devant le tribunal arbitral au mois de novembre 2015, et le tribunal a condamné le gouvernement hongrois, le 13 décembre 2016, à verser une somme d'environ 23 millions d'euros, hors intérêts (s'élevant à 5% par an depuis le 1er janvier 2012, soit environ 6 millions d'euros), au bénéfice d'Edenred. Cette décision constitue une étape importante dans le processus de résolution de ce litige.

La procédure étant terminée, au 31 décembre 2016, le montant à recevoir est considéré comme certain selon les critères IAS 37. Un produit et une créance correspondant aux estimations considérées comme raisonnables pour un montant net de 22 millions d'euros ont, en conséquence, été comptabilisés en « Charges et produits non récurrents » dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2016 dans l'attente de l'exécution de la sentence arbitrale. Le montant a été encaissé en mars 2017. L'Etat Hongrois a formulé le 11 avril 2017 un recours en annulation pour excès de pouvoir manifeste du Tribunal arbitral et pour défaut de motif ainsi qu'une demande de révision à l'encontre de la décision du Tribunal le 5 juin 2018, en référence à la décision rendue par la Cour de justice de l'Union européenne le 6 mars 2018 dans l'affaire dite « Achméa ». Le tribunal reconstitué a débouté la Hongrie de ces demandes, notamment lors d'une décision publiée le 9 mars 2020. Après revue avec ses conseils, Edenred s'est assurée que la procédure est désormais close et que l'Etat hongrois ne dispose de plus de voie de recours susceptible de remettre en question la décision du tribunal arbitral (voir note 10.2).

Contrôle fiscal Edenred SA

Au cours des exercices 2018 et 2019, la Société Edenred SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.



En décembre 2018, l'administration fiscale a notifié la Société au titre de l'exercice 2014. L'administration fiscale française considère en effet que la redevance de marque facturée aux filiales Brésiliennes est insuffisante et ne correspond pas à un prix de marché.

La notification au titre des exercices 2015 et 2016 a été adressée à la Société en juillet 2019. Comme initialement prévu, l'administration a réduit le rehaussement relatif à 2014 pour s'aligner sur sa position retenue au titre de 2015 et 2016.

Les droits, intérêts et pénalités notifiés au titre des 3 exercices concernés s'élèvent à un montant de 17 millions d'euros. La Société conteste ces rehaussements et a porté son dossier devant la commission nationale des impôts début 2019. Suite à la séance du 24 janvier 2020, la commission s'est prononcée en faveur d'un abandon du redressement. L'administration fiscale a néanmoins informé la Société le 3 juillet 2020 du maintien du redressement.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, avoir de solides arguments pour contester le redressement. La Société n'a constitué aucune provision à ce titre.

Contentieux fiscal Italie

Au cours de l'exercice 2019, la Société Edenred Italie a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.

En juin 2019, l'administration fiscale italienne a adressé à la société un « procès-verbal de fin de contrôle fiscal » au titre des exercices 2014 à 2016. L'administration fiscale conteste la facturation de la redevance de marque à Edenred Italie par Edenred SA ainsi que le rythme de reconnaissance de produits de son activité.

Au cours du mois de novembre 2019, l'administration a adressé une proposition de rectification interruptive de prescription contestant le montant de la redevance de de marque facturée en 2014 à Edenred Italie par Edenred SA. Les discussions avec l'administration fiscale n'ayant pas pu aboutir à un consensus au premier semestre 2020, Edenred a introduit le 28 mai 2020 une procédure amiable (mutual agreement procedure, « MAP ») entre les administrations fiscales italiennes et françaises relative à ce chef de redressement.

Après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, la Société estime avoir de solides arguments pour contester les divers chefs de redressement.

La société estime avoir un risque de redressement limité évalué et provisionné à hauteur de 1 million d'euros.

Déductibilité fiscale des amortissements de goodwill

En janvier 2012, l'administration fiscale fédérale brésilienne a notifié à la société Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle (IRPJ et CSLL) au titre des exercices 2007 à 2010. Le redressement en principal s'élève à 82 millions de reais brésiliens (soit 13 millions d'euros), auxquels s'ajoutent 271 millions de reais brésiliens (soit 44 millions d'euros) en pénalités et intérêts au 31 décembre 2019.

Au cours de l'exercice fiscal 2016, l'administration a émis deux redressements supplémentaires, en ligne avec le précédent, sur les périodes suivantes :

- Au titre de l'année 2011 : le redressement est d'un montant de 25 millions de reais brésilien (soit 4 millions d'euros), plus 68 millions de reais brésilien (soit 11 millions d'euros) de pénalités et intérêts au 31 décembre 2019.
- Au titre de l'année 2012 : le redressement est de 16 millions de reais brésilien (soit 3 millions d'euros), plus 43 millions de reais brésilien (soit 7 millions d'euros) de pénalités et intérêts au 31 décembre 2019.

L'administration remet en cause la déductibilité fiscale de l'amortissement de la survaleur constatée lors du rachat de la part minoritaire dans la société Ticket Serviços. Ticket Serviços a engagé un contentieux devant les juridictions administratives. La requête a été rejetée en deuxième instance. La Société a reçu la notification officielle de cette décision en date du 14 août 2015 et a déposé une requête en clarification.

La requête de la société a été rejetée en phase administrative.

La Société a déposé une requête devant le Tribunal judiciaire en 1^{ère} instance tendant à l'annulation des redressements notifiés. Cette requête est assortie d'une demande de sursis de paiement de la somme en litige. La société a donc déposé en 2018 une garantie bancaire pour sursoir au paiement du contentieux pour un montant de 352 millions de réais brésilien (soit 58 millions d'euros), constitutif d'un engagement hors bilan donné par le Groupe.

En date du 25 juin 2020, le Tribunal judiciaire en 1^{ère} instance a rejeté la requête de la société. La société va faire appel de cette décision auprès de la Cour Régional Fédéral dans les délais impartis.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

NOTE 11 : ACTUALITE NORMATIVE

11.1. NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION OBLIGATOIRE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2020

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020 sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

- Amendement à IFRS 3 « Définition d'une entreprise » ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition de significatif » ;
- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS.

L'application de ces textes a été sans effet significatif sur les périodes présentées.

11.2. NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS ET D'APPLICATION OPTIONNELLE A COMPTER DES EXERCICES OUVERTS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2020

Publications de l'IASB non encore approuvées par l'Union Européenne :

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne sont listés ci-dessous :

- Amendements à IAS 1 « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- Amendements à IFRS 3 « Références au cadre conceptuel des normes IFRS » ;
- Amendements à IFRS 4 « Extension de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 » ;
- Amendements à IAS 37 « Contrats déficitaires – Coûts à prendre en compte » ;
- Amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles – Revenus avant l'utilisation prévue » ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS 2018-2020.